

2. Strafverfahrensrecht Procédure pénale

Nr. 29 Tribunal fédéral, 1 Cour de droit public, Arrêt du 17 février 2011 dans la cause Ministère public central du canton de Vaud contre A. – 1B_64/2011

Art. 222 CPP: contestation des décisions relatives à la détention provisoire ou à la détention pour des motifs de sûreté qualité pour recourir.

La qualité pour former un recours selon l'art. 393 CPP contre les décisions rendues par le tribunal des mesures de contrainte en matière de détention provisoire ou de détention pour des motifs de sûreté n'appartient pas seulement à la personne détenue, mais aussi au ministère public. (Résumé des auteurs du commentaires)

Art. 222 StPO: Anfechtung von Haftentscheiden; Beschwerdelegitimation.

Das Recht, Entscheide des Zwangsmassnahmengerichts über Untersuchungs- und Sicherheitshaft mit Beschwerde nach Art. 393 StPO anzufechten, steht nicht nur der verhafteten Person, sondern auch der Staatsanwaltschaft zu. (Regeste der Anmerkungsverfasser)

Art. 222 CPP: impugnazione di decisioni riguardo alla carcerazione preventiva o di sicurezza; legittimazione per interporre reclamo.

Non solamente il carcerato, ma anche il pubblico ministero possiede la qualità per interporre reclamo secondo l'art. 393 CPP contro le decisioni del giudice dei provvedimenti coercitivi riguardo alla carcerazione preventiva o di sicurezza. (Regesto dell'autore del primo commento)

Hinweis der Schriftleitung: Siehe hierzu auch Entscheid Nr. 28 – OGer AG v. 22.2.2011: Untersuchungs- und Sicherheitshaft; Rechtsmittel

Faits:

Le 25.1.2011, le procureur de l'arrondissement de l'Est vaudois engage l'accusation devant le Tribunal correctionnel de l'arrondissement de l'Est vaudois contre A. Ce dernier se trouve alors en détention provisoire sous la prévention de contrainte, d'actes d'ordre sexuel avec des enfants, de viol et de tentatives de ces infractions, ainsi que de contravention à la LStup... Le même jour, le procureur demande au Tribunal des mesures de contrainte du canton de Vaud (Tmc) d'ordonner la mise en détention pour des motifs de sûreté, le prévenu ayant déjà subi cinq condamnations en tant qu'adulte et trois en tant que mineur.

Par décision du 3.2.2011, le Tmc rejette la demande et ordonne la mise en liberté immédiate du prévenu. Il retient que les conditions du risque de récidive ne sont pas remplies et qu'il n'y a pas de danger de fuite.

Par acte du 14.2.2011, le procureur général du canton de Vaud forme un recours en matière pénale contre la décision du 3.2.2011, dont il demande la réforme. Il conclut à ce que le Tribunal fédéral ordonne la détention pour des motifs de sûreté jusqu'au jugement sur le fond; il demande aussi que la mise en détention soit immédiatement ordonnée au titre de l'effet suspensif. Le procureur général relève que l'art. 222 CPP ne prévoit pas de recours cantonal du ministère public contre un refus de mise en détention pour des motifs de sûreté il indique avoir toutefois saisi la chambre pénale des recours du Tribunal cantonal vaudois d'un tel recours, conformément d'ailleurs à l'indication des voies de droit figurant dans la décision attaquée.

Le Tribunal fédéral déclare irrecevable le recours en matière pénale.

Extraits des considérants:

1.

Selon l'art. 78 LTF, le recours en matière pénale est ouvert contre les décisions rendues en matière pénale. En font assurément partie les décisions rendues en matière de détention provisoire ou pour des motifs de sûreté au sens des art. 212 ss CPP. Selon l'art. 81 al. 1 let a et let. b ch. 3 LTF, l'accusateur public a en principe qualité pour agir (cf. BGE 134 IV 36; 130 I 234 consid. 3.1 p. 237; 130 IV 154 consid. 1.2 p. 155 s.).

1.1 Selon l'art. 80 al. 1 LTF, le recours est recevable contre les décisions prises par les autorités cantonales de dernière instance. Il y a donc lieu de rechercher si la décision attaquée est rendue en dernière instance cantonale.

1.2 Selon l'art. 20 al. 1 let. c CPP, l'autorité cantonale de recours statue sur les recours dirigés contre les décisions rendues notamment par le tribunal des mesures de contrainte, dans les cas prévus par le présent code (cf. également art. 393 al. 1 let. c CPP). Aux termes de l'art. 222 CPP, commun aux détentions provisoires et pour des motifs de sûretés, «le détenu peut attaquer devant l'autorité de recours les décisions ordonnant une mise en détention provisoire ou une mise en

forumpenale-2011-143

détention pour des motifs de sûreté ou encore la prolongation ou le terme de cette détention» («Die verhaftete Person kann Entscheide über die Anordnung, die Verlängerung und die Aufhebung der Untersuchungs- oder Sicherheitshaft bei der Beschwerdeinstanz anfechten»). Cette disposition ne prévoit apparemment pas le recours du ministère public. Une telle exclusion apparaîtrait toutefois problématique à plusieurs titres.

1.3 L'art. 111 LTF pose le principe d'unité et de cohérence de la procédure et s'inscrit dans le cadre de la garantie générale d'une double instance. Il prévoit ainsi que la qualité de partie à la procédure devant toute autorité cantonale précédente doit être reconnue à quiconque a qualité pour recourir devant le Tribunal fédéral, et que l'instance précédente doit disposer d'un pouvoir d'examen suffisant. Dès l'entrée en vigueur du CPP, les cantons doivent édicter les dispositions d'exécution relatives aux

autorités précédentes au sens des art. 80 al. 2 et 111 al. 3 LTF, y compris les dispositions nécessaires pour garantir l'accès au juge selon l'art. 29a Cst. (art. 130 al. 1 LTF). Le ministère public étant habilité à saisir le Tribunal fédéral contre une décision relative à la détention, un droit de recours doit donc lui être reconnu au niveau cantonal déjà.

Par ailleurs, comme le relève le Procureur général, l'exclusion d'un recours cantonal pour le ministère public conduirait à des situations délicates dans les cas où tant l'accusateur public que le prévenu entendent recourir contre la décision du Tmc. Tel pourrait être le cas notamment lorsque la mise en liberté est ordonnée moyennant des mesures de substitution (art. 212 al. 2 let. c et 237 CPP), jugées insuffisantes par l'un et excessives par l'autre. Le prévenu devrait saisir l'autorité cantonale de recours alors que le ministère public devrait agir directement auprès du Tribunal fédéral, avec le risque de décisions contradictoires et d'insécurité juridique que cela peut comporter.

L'examen des travaux préparatoires fait apparaître que le silence de la loi à propos du droit de recours du ministère public n'est en aucun cas intentionnel, mais résulte d'un oubli du législateur. En effet, rien dans les travaux préparatoires ne permet de reconnaître sur ce point l'existence d'un silence qualifié. Alors qu'il ne prévoyait un droit de recours cantonal pour le détenu qu'en cas de détention d'au moins trois mois (art. 221 al. 1 CPP; FF 2005 1438), l'art. 222 CPP a été modifié avant son entrée en vigueur, avec le projet de loi sur l'organisation des autorités pénales (FF 2008 7371), pour éviter un recours direct au Tribunal fédéral et respecter ainsi le principe de double degré de juridiction dans les cas de détention de courte durée. L'art. 222 CPP prévoit désormais un droit de recours plus général, également ouvert en cas de levée (terme, Aufhebung) de la détention préventive. Cette dernière adjonction n'aurait guère de sens si le ministère public n'était pas habilité à agir.

1.4 Dès lors, en dépit de l'avis exprimé par SCHMID (Schweizerische Strafprozessordnung, Zurich 2009, n° 7 ad art. 222 – dans son ancienne teneur –, qui paraît admettre l'existence d'un silence qualifié), l'intérêt public à une bonne administration de la justice commande de reconnaître au ministère public le droit de saisir l'autorité cantonale de recours contre une décision de mise en liberté rendue par le Tmc (cf. dans ce sens DONATSCH/HANSJAKOB/LIEBER, Kommentar zur Schweizerischen Strafprozessordnung, Zurich 2010, n° 7 ad art. 222; Basler Kommentar StPO, FORSTER, n° 6 ad art. 222). Le ministère public doit pouvoir remplir sa fonction, soit notamment poursuivre une procédure jusqu'à son terme, l'absence d'une voie de droit cantonale à l'encontre d'une décision de libération pouvant être préjudiciable à cette mission.

2.

Le recours est par conséquent irrecevable au regard de l'art. 80 al. 1 LTF.

[...]

Bemerkungen I:

I. Es lässt sich nicht bestreiten, dass Art. 222 StPO insofern einen Widerspruch aufweist, als die Beschwerdelegitimation dem Wortlaut nach ausschliesslich der verhafteten Person zukommt, diese aber auch die Aufhebung der Untersuchungs- oder Sicherheitshaft soll anfechten können und nicht nur deren Anordnung oder Verlängerung oder die Abweisung eines Haftentlassungsgesuchs. Allerdings

fragt sich, ob der Gesetzgeber den Kreis der beschwerdeberechtigten Personen oder aber den Inhalt, um derentwillen ein Entscheid angefochten werden kann, unzutreffend festgelegt hat.

II. Ein Blick auf die Entstehungsgeschichte zeigt, dass der Gesetzgeber nicht den Kreis der beschwerdeberechtigten Person, sondern allein das Beschwerderecht der verhafteten Person ausdehnen wollte. Art. 222 StPO in der Fassung der Referendumsvorlage (BBI 2007 6977) entsprach dem Entwurf des Bundesrates (Art. 221 E-StPO; BBI 2006 1085) und erklärte Entscheide über die Anordnung, die Verlängerung und die Aufhebung der Untersuchungs- oder Sicherheitshaft grundsätzlich für nicht anfechtbar (Abs. 1). Allerdings sollte die verhaftete Person die Abweisung eines Haftentlassungsgesuchs oder die Verlängerung der Haft anfechten können, wenn diese drei Monate gedauert hatte (Abs. 2).

Der Ständerat hatte dagegen der verhafteten Person ungeachtet der Haftdauer das Recht zur Anfechtung der Anordnung und der Verlängerung der Haft sowie der Abweisung eines Haftentlassungsgesuchs einräumen wollen (AB 2007 S 1027 f.). In der Differenzbereinigung schloss er sich später dem Nationalrat und damit der Regelung gemäss dem bundesrätlichen Entwurf an (AB 2007 S 719). Nachdem Ständerat Eugen David (Votum SR David, AB 2007 S 719) darauf hingewiesen hatte, dass damit u.U. Haftentscheide des Zwangsmassnahmengerichts mittels subsidiärer Verfassungsbeschwerde direkt ans Bundesgericht gelangen könnten, stellte der Vorsteher des EJPD in Aussicht, die Frage bei der Beratung des Strafbehördenorganisationsge-

forumpoenale-2011-144

setzes noch einmal zu prüfen (Votum BR Blocher, AB 2007 S 719 f.).

In seinem Entwurf zum Strafbehördenorganisationsgesetz (BBI 2008 8125) schlug der Bundesrat denn auch die Änderung von Art. 222 StPO in den heutigen Wortlaut vor. Die Botschaft führte aus, die verhaftete Person solle Haftentscheide nicht erst dann anfechten können, wenn die Haft drei Monate gedauert habe, sondern von Beginn der Haft weg (BBI 2008 8184).

Der Berichterstatter im Ständerat begründete dies damit, man wolle von der Nichtanfechtbarkeit während der ersten drei Monate Abstand nehmen und zum System übergehen, dass solche Entscheide «in jedem Fall und von Anfang an auf kantonaler Stufe mit Beschwerde angefochten werden können» (Votum SR Janiak, AB 2009 S 598 f.). Im Nationalrat wurde die Bestimmung ohne Diskussion angenommen (AB 2009 N 2272).

Aus alldem ergibt sich, dass die Änderung von Art. 222 StPO mit dem Ziel erfolgte, der verhafteten Person die Anfechtung von Haftentscheiden ungeachtet der Dauer bereits erlittener Haft zu ermöglichen, nicht aber eine Ausdehnung der Anfechtungsmöglichkeit auf die Staatsanwaltschaft beabsichtigt war. Hätte der Gesetzgeber Letzteres gewollt, so hätte er wohl einfach Abs. 2 von Art. 222 StPO in der Fassung der Referendumsvorlage aufgehoben, in Abs. 1 das Wort «nicht» gestrichen und das Rechtsmittel eingefügt, so dass die Bestimmung gelautet hätte: «Entscheide über die Anordnung, die Verlängerung und die Aufhebung der Untersuchungs- oder der Sicherheitshaft sind mit Beschwerde anfechtbar». Von einem «oubli du Régislateur» kann somit nicht die Rede sein.

III. Selbst wenn man mit dem Bundesgericht der Staatsanwaltschaft die Beschwerdelegitimation einräumen will, so ist deren praktischer Nutzen fraglich: Seine volle Wirkung könnte das Beschwerderecht der Staatsanwaltschaft nur dann entfalten, wenn die verhaftete Person bis zum Beschwerdeentscheid trotz des Haftaufhebungsentscheides des Zwangsmassnahmengerichts weiterhin in Haft behalten werden könnte. Das ist aber sowohl bei vorbestehender Haft wie auch bei erstmaliger Haftanordnung ausgeschlossen. Bei jener bedeutet der Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts den Wegfall des gerichtlichen Hafttitels; bei dieser die Verweigerung der «Ausstellung» eines solchen. Weil die verhaftete Person nach der Bundesverfassung und der Europäischen Menschenrechtskonvention Anspruch auf unverzügliche Vorführung vor einen Richter hat, mithin Anspruch darauf, dass ihre Haft spätestens 48 Stunden (so die bundesgerichtliche Auslegung von «unverzüglich» BGE 136 I 274 E. 2.2 m.w.H.) nach der Verhaftung auf einem richterlichen Entscheid beruht, darf sie nach dem ablehnenden Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts nicht mehr länger in Haft bleiben.

Eine Haft während des Beschwerdeverfahrens lässt sich somit nur mittels vorsorglicher Massnahmen erwirken, die aber stets erst einige Zeit nach dem Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts beantragt und erlassen werden können und insoweit das Beschwerderecht der Staatsanwaltschaft schwächen können, namentlich wenn diese die Haft wegen Flucht- oder Kollusionsgefahr beantragt.

Dem liesse sich nur durch eine Gesetzesänderung beikommen, indem ähnlich wie in Art. 231 Abs. 2 StPO vorgesehen würde, dass die beschuldigte Person im Falle eines Weiterzugs des Haftentscheides des Zwangsmassnahmengerichts durch die Staatsanwaltschaft bis zum Entscheid der Beschwerdeinstanz in Haft bleibt. Allerdings erscheint höchst fraglich, ob eine solche Regelung mit der Pflicht zur unverzüglichen Vorführung und einer raschen richterlichen Haftprüfung überhaupt vereinbar wäre.

Dr. iur.

Peter Goldschmid

, Fürsprecher, Hinterkappelen

Bemerkungen II:

Art. 222 StPO bestimmt: *«Die verhaftete Person kann Entscheide über die Anordnung, die Verlängerung und die Aufhebung der Untersuchungs- oder Sicherheitshaft bei der Beschwerdeinstanz anfechten.»* Das Bundesgericht hat nun entschieden, dass auch die Staatsanwaltschaft Haftentscheide an die Beschwerdeinstanz weiterziehen kann. Nachfolgend wird zuerst die Begründung analysiert (1.), bevor versucht wird, den Entscheid in einen grösseren Zusammenhang zu stellen (2.).

1. Die Waadtländer Staatsanwaltschaft focht die durch das Zwangsmassnahmengericht verweigerte Sicherheitshaftanordnung direkt beim Bundesgericht an. Das Bundesgericht trat mangels

Letztinstanzlichkeit (Art. 80 Abs. 1 BGG) auf die Beschwerde nicht ein. Seiner Ansicht nach hätte die Staatsanwaltschaft zuerst an die kantonale Beschwerdeinstanz gelangen müssen. Dafür musste das Bundesgericht aber begründen, dass über den Wortlaut von Art. 222 StPO hinaus auch die Staatsanwaltschaft Haftentscheide kantonsintern anfechten kann.

Das Bundesgericht stützt sich hierzu als erstes auf die Verfahrenseinheit nach Art. 111 BGG: «*Wer zur Beschwerde an das Bundesgericht berechtigt ist, muss sich am Verfahren vor allen kantonalen Vorinstanzen als Partei beteiligen können*». Weil der Staatsanwalt Haftentscheide an das Bundesgericht weiterziehen könne, müsse er konsequenterweise im kantonsinternen Haftbeschwerdeverfahren legitimiert sein. Die vom Bundesgericht (E.1) zitierten Entscheide (BGE 134 IV 36; 130 I 234 und 130 IV 154) beziehen sich nicht auf staatsanwaltschaftliche Haftanfechtungen. Man wird den Entscheid wohl aber in dem Sinne interpretieren können, dass Staatsanwälte Haftentscheide nunmehr in jedem Fall bis vor Bundesgericht weiterzuziehen berechtigt sind (vgl. bereits BGE 1B_136/2010, E. 1).

Abgesehen von den grundsätzlichen Bedenken gegen staatsanwaltschaftliche Haftbeschwerden (unten 2.) gibt diese Argumentation zu Bemerkungen Anlass: Als erstes kann man sich fragen, ob die Staatsanwaltschaft im Stadium des Haftverfahrens überhaupt Partei ist. Partei ist die Staatsanwaltschaft nach

forumpoenale-2011-145

Art. 104 Abs. 1 lit. c StPO nämlich nur «*im Haupt- und im Rechtsmittelverfahren*» (lit. c). Das Untersuchungshaftverfahren gehört aber – wie der Name bereits andeutet – nicht zum Haupt-, sondern zum Vorverfahren. Folgt man indes dem Bundesgericht und geht von einer Parteistellung der Staatsanwaltschaft im Haftverfahren aus, wofür es durchaus gute Gründe gibt (vgl. Art. 225 Abs. 1 StPO), dann stellt sich als nächstes die Frage nach der Legitimation der Privatklägerschaft. Die Privatklägerschaft ist nach dem Konzept der StPO eine Partei auf Augenhöhe mit dem Beschuldigten und dem Staatsanwalt (Art. 104 Abs. 1 lit. b StPO). Das Argument der Verfahrenseinheit (Art. 111 BGG) gilt auch für sie. Prima vista müsste sie somit – der Logik des bundesgerichtlichen Entscheids folgend – auch zur Haftbeschwerde zugelassen werden. Dagegen lässt sich nicht einwenden, dass die Privatklägerschaft Haftentscheide nicht anfechten könne, weil es sich «*im weitesten Sinne um eine Sanktion*» im Sinne von Art. 382 Abs. 2 StPO handle (so aber HUG, in: DONATSCH/HANSJAKOB/LIEBER [Hrsg.], Kommentar zur Schweizerischen Strafprozessordnung [StPO], Zürich/Basel/Genf 2010, Art. 222 N 10). Bei näherem Hinsehen ist das Verfahrenseinheitsargument aber nicht auf den Privatkläger übertragbar, weil dieser mangels Auswirkungen des Haftentscheids auf seine Zivilforderungen vor Bundesgericht nicht beschwerdelegitimiert ist (Art. 81 Abs. 1 lit. b. Ziff 5 BGG). Dies hätte die befremdende Konsequenz, dass die Staatsanwaltschaft *für* das Opfer eine Haftentlassung anfechten kann, wenn eine Tatausführung zu befürchten ist, nicht aber das Opfer selbst.

Die zweite Begründung, die das Bundesgericht anführt, sind die Abstimmungsprobleme, die entstehen, wenn die beschuldigte Person und die Staatsanwaltschaft gleichzeitig einen Haftentscheid anfechten. Während sich erstere an die Beschwerdeinstanz wenden müsse, hat die Staatsanwaltschaft direkt ans Bundesgericht zu gelangen. Auch diese Argumentation ist nur solange stichhaltig, als man

ein Haftbeschwerderecht der Staatsanwaltschaft für zwingend hält (dazu unten 2.). Weiter verneint das Bundesgericht in Bezug auf Art. 222 StPO das Vorliegen eines qualifizierten Schweigens. Aus dem Umstand, dass diese Bestimmung explizit nur den Beschuldigten zur Haftbeschwerde berechtigt erkläre, lasse sich nicht ableiten, dass die Staatsanwaltschaft nicht legitimiert sein soll. Es ist zweifelhaft, ob ein – wie auch immer geartetes – Schweigen des Gesetzgebers genügende Grundlage für ein Beschwerderecht sein kann. Nach Art. 393 Abs. 1 lit. c StPO ist die Beschwerde zulässig gegen «*die Entscheide des Zwangsmassnahmengerichts in den in diesem Gesetz vorgesehenen Fällen*». Ein staatsanwaltschaftliches Beschwerderecht ist in Art. 222 StPO nicht vorgesehen (ebenso: Entscheid des Obergerichts des Kantons Aargau, Beschwerdekammer in Strafsachen SBK.2011.38 vom 22. Februar 2011 E. 3). Das Bundesgericht geht noch weiter: Art. 222 StPO lasse auch die Anfechtung einer *Haftaufhebung* zu. Die Anfechtbarkeit von Aufhebungen mache aber nur Sinn, wenn man von einer Beschwerdeberechtigung der Staatsanwaltschaft ausgehe. Dies ist nicht zwingend. Auch die beschuldigte Person kann durch eine Haftaufhebung insoweit beschwert sein, als darin Ersatzmassnahmen angeordnet werden (Art. 226 Abs. 4 lit. c; Art. 228 Abs. 4 StPO). Die Argumentation des Bundesgerichts ist überdies nicht kohärent. Mit der Annahme eines Versehens («*oubli*») unterstellt es, dass sich der Gesetzgeber zum staatsanwaltschaftlichen Haftbeschwerderecht keine Gedanken gemacht hat. Andererseits unterstellt das Bundesgericht in Bezug auf die Anfechtbarkeit der Haftaufhebung, dass der Gesetzgeber hier den Staatsanwalt mitgemeint haben müsse. Entweder hat der Gesetzgeber an den Staatsanwalt gedacht, dann läge ein qualifiziertes Schweigen vor, oder er hat ihn wirklich vergessen, dann jedoch kann er ihn bei der Regelung der Haftaufhebung auch nicht im Hinterkopf gehabt haben.

2. In der entscheidenden Passage schreibt das Bundesgericht: «*l'interêt public à une bonne administration de la justice commande de reconnaître au ministère public le droit de saisir l'autorité cantonale de recours...*» (E. 1.4). Der Staatsanwalt müsse somit im Interesse einer funktionierenden (Straf-)justiz zur Beschwerde zugelassen sein. Damit setzt das Bundesgericht fort, was es mit BGE 134 IV 36 eingeführt hat: eine generelle Verantwortlichkeit der Staatsanwaltschaft für eine richtige Rechtsanwendung. Man kann sich allgemein fragen, ob diese Verantwortung hier nicht in den Händen des (Zwangsmassnahmen-)Gerichts liegen sollte. Zweitens ist die bundesgerichtliche Argumentation mit der Verfahrenseinheit nur so stringent wie ihre Prämisse, dass nämlich der Staatsanwalt negative Haftentscheide soll an das Bundesgericht weiterziehen können. Rechtsgeschichtlich ist die Haftbeschwerde aus dem Habeas Corpus Amendment Act von 1679 hervorgegangen: «*An act for the better securing the liberty of the subject*». Die Haftbeschwerde ist somit traditionell das Instrument des Beschuldigten, um sich gegen die Einschränkung seiner Freiheitsrechte zu wehren. Sie ist das klassische Abwehrrecht gegen Übergriffe der Staatsmacht. Vor diesem Hintergrund ist nicht selbstverständlich, dass auch die Staatsanwaltschaft Haftentscheide soll weiterziehen können. Als Vertreterin des Staates ist sie Adressatin dieses Freiheitsrechts, welches sie in der Haftbeschwerde gegen dessen Träger durchsetzt. Mit dem staatsanwaltschaftlichen Beschwerderechte wurde überdies die Stellung der Zwangsmassnahmengerichte geschwächt, obwohl diese gerade die Funktion hätten, die starke Stellung der Staatsanwaltschaft zu kompensieren (GOLDSCHMID, Das Zwangsmassnahmengericht, FP 2011, 38). Nicht zuletzt bleibt auch offen, wie die staatsanwaltschaftliche Anfechtung einer Haftentlassung mit der hafrichterlichen Pflicht zur «unverzüglichen» Freilassung (Art. 226 Abs. 5 StPO) in Einklang gebracht werden kann.

Der amtlich zu publizierende Entscheid 1B_64/2011 wird somit auch künftig für Diskussionen sorgen. Die vorliegende Anmerkung soll eine erste Anregung hierzu sein.

Dr. iur.
Marc Thommen
, Rechtsanwalt, Zürich